

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

BOURGES, le 22/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



BUTAGAZ SAS

47-53 rue Raspail
92300 LEVALLOIS PERRET

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté Route de Concremiers ZI les Groges 36300 LE BLANC. L'inspection a été annoncée le 09/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- Route de Concremiers ZI les Groges 36300 LE BLANC
- Code AIOT : 0010000506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED-MTD

La société BUTAGAZ exploite des installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 15/06/1988, complété par les arrêtés préfectoraux du 25/07/1989, du 25/04/1991, du 26/06/1992, du 7/02/1994, du 15/09/1995, du 14/01/2005, du 28/02/2006, du 13/07/2006 et du 19/12/2006. La dernière mise à jour administrative a été actée par courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

L'établissement est classé à autorisation pour les activités suivantes :

- stockage de GPL en réservoir (rubrique 4718.2) ;
- dépôt de bouteilles (rubrique 4718.1) ;

- installations de chargement et déchargement (rubrique 1414.2).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale de contrôle des opérations de sous-traitance dans les installations Seveso,
- tests de dispositifs de sécurité : détection gaz,
- contrôle des installations bordant le site SEVESO afin de vérifier l'absence d'effet domino.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	1- Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 5	/	Sans objet
2	2-Permis d'intervention, permis de feu	Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 7	/	Sans objet
3	3-Détection gaz	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6	/	Sans objet
4	4- AN 100 m	Autre du 15/12/2020, article Instruction ministérielle	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise en sécurité des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation, l'exploitant met en place une surveillance de l'installation, par gardiennage ou télésurveillance. En cas de détection de gaz ou de flamme, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure précise les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles. L'exploitant définit par procédure les actions à réaliser par la ou les personne(s) compétente(s). Le délai d'arrivée sur site de la ou des personne(s) compétente(s) est de trente minutes maximum suivant la détection de gaz ou de flamme.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Depuis mars 2019, la surveillance du site en dehors des heures de présence du personnel BUTAGAZ est réalisée par télésurveillance, à l'aide de 9 caméras. Les consignes et procédures définissant les actions à réaliser en fonction du constat effectué ont été élaborées entre la société de télésurveillance et l'exploitant. Elles sont dans le classeur d'astreinte de l'exploitant (consulté par l'inspection). La télésurveillance est activée dès que le personnel est absent. La totalité des alarmes techniques est renvoyée. En cas de déclenchement d'une alarme, la télésurveillance appelle par ordre de priorité les numéros de téléphone préalablement définis (numéro d'astreinte / chef de site / chef d'unité...). Un contrôle à l'aide des caméras est également effectué. La gendarmerie est contactée si nécessaire (déclenchement d'une alarme anti-intrusion). L'exploitant a confirmé que le délai maximal d'intervention sur site est de 30 minutes en cas de déclenchement d'un détecteur de gaz ou de flamme (le personnel d'astreinte de la société BUTAGAZ réside à proximité du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Permis d'intervention, permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2006, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]. Si nécessaire, ces travaux font l'objet d'un permis de travail (ou permis de feu) établi par une personne nommément autorisée par l'exploitant.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les raisons ayant conduit à la délivrance du permis de travail (ou de feu), • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, <ul style="list-style-type: none"> • les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, • les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les moyens de lutte incendie mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier. La disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux qu'après avoir obtenu une autorisation de l'établissement.</p> <p>Dans le cas d'un plan de prévention, l'exploitant précise les risques généraux et particuliers de l'installation, les consignes de sécurité, les mesures d'urgence, les moyens de prévention et protection, de manière à assurer la sécurité du site et des salariés de l'entreprise de sous-traitance. Ce document est réalisé avec le responsable de l'entreprise extérieure.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
<p>Observations : Conformément au chapitre 4 sur la formation du manuel HSSE mis en place par BUTAGAZ (référence SE.SE/EH.01), une formation particulière de sécurité est donnée à chaque entreprise extérieure intervenante afin de faire valider les consignes, notamment en cas d'alerte ou d'évacuation. Cette formation, appelée « passeport sécurité », est validée par un quiz. L'habilitation obtenue est valable un an pour tous les sites BUTAGAZ en France. Le tableau de suivi a été présenté.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance à l'établissement n'interviennent pour tous travaux qu'après avoir obtenu le « passeport sécurité » et une autorisation de travail de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a précisé que, comme indiqué dans le manuel HSSSE, tous travaux ou interventions sont précédés d'une visite sur les lieux avec l'entreprise extérieure, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. Notamment, les points suivants sont abordés : délimitation du chantier, itinéraire à emprunter pour rejoindre le chantier, aires de stationnement et de dépôt, élimination des déchets issus des travaux, horaires, installations à disposition (sanitaires, vestiaires), organisation des secours, moyens mis à disposition des entreprises extérieures, dangers identifiés.</p> <p>À l'issue des travaux, l'exploitant réalise une réception pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier. La disposition des installations en configuration normale est vérifiée.</p> <p>Le modèle de permis de feu et la procédure d'établissement du permis de feu associée sont intégrés au manuel sécurité. Selon la procédure, « un permis de feu doit être établi lorsqu'une source potentielle d'ignition est utilisée dans un secteur d'intervention tel qu'une zone ATEX, une</p>

<p>zone de sûreté électrique et un secteur à proximité de matériaux inflammables » (réf manuel HSSSE SE.SE/EH.01, chapitre 13 - Règles de coordination travaux).</p> <p>La durée de validité d'un permis de feu peut être de 5 jours au maximum. Le permis de feu doit néanmoins être revalidé à la demi-journée et la prorogation de délai doit également être visée par le représentant de l'entreprise intervenante.</p> <p>Le permis de feu est intégré à l'autorisation de travail et au plan de prévention. Il est demandé à l'entreprise extérieure de transmettre en amont de son intervention son mode opératoire et son analyse de risques.</p> <p>Plusieurs documents ont été consultés (dont le plan de prévention n° 13/2022 et les documents associés, délivré, le 10 juin 2022 pour des travaux effectués le 14 juin 2022). Ils ont été complétés conformément à la procédure mise en place par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Test en mode dégradé de perte d'électricité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Des détecteurs sont installés afin de pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. [...]</p>
<p>Constats : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations : À la demande de l'inspection, l'électricité a été coupée (coupure effectuée par l'exploitant au niveau du TGBT).</p> <p>Un test de déclenchement du détecteur gaz n° 5 (situé derrière les réservoirs horizontaux) a été effectué. Le fonctionnement de la sirène et des moyens incendie automatiques prévus suivants ont été constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à 20 % de la LIE : déclenchement de la pré-alarme (sonnerie intermittente) • à 40 % de la LIE : alarme sonore, mise en route du GMPI, mise en route de l'arrosage des 2 réservoirs cylindriques, des rampes des 2 postes de transfert camions et du rideau d'eau côté nord-est (entre 30 s et une minute). <p>3 sms (envoi automatique) ont été reçus sur le téléphone d'astreinte (chef de dépôt le jour de l'inspection) : lors de la perte de tension, aux déclenchements de la pré-alarme et de l'alarme. Le test est concluant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : AN 100 m

Référence réglementaire : Autre du 15/12/2020, article Instruction ministérielle
Thème(s) : Actions nationales 2022, Effets dominos
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Contrôle des installations bordant le site SEVESO afin de vérifier l'absence d'effet domino.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Des entreprises sont situées dans la zone des 100 m autour du site BUTAGAZ, dont une menuiserie non classée administrativement au titre des ICPE le jour de l'inspection. Il n'a pas été constaté la présence de stockage de produits combustibles ou dangereux en bordure des clôtures des sites voisins, donnant vers le site BUTAGAZ. Ces informations sont à considérer à la date de réalisation du contrôle du 13 septembre 2022 par l'inspection des installations classées, nonobstant tout changement d'activité ou de situation des sites voisins ayant pu survenir postérieurement à cette date.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet